

Yémen. La bataille d'Hodeida : une étape stratégique dans le conflit ?

jeudi 28 juin 2018, par [Pascal Le PAUTREMAT](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Pascal Le PAUTREMAT](#), **Yémen. La bataille d'Hodeida : une étape stratégique dans le conflit ?**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 28 juin 2018.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

La guerre au Yémen semble parvenir à un tournant, avec la bataille qui s'est engagée autour de la ville portuaire d'Hodeida. De son issue, dépend une sortie de crise que les acteurs internationaux souhaiteraient rapide et sans surenchère d'une violence qui a déjà laissé un effroyable traumatisme dans le pays. Cependant, la conférence internationale qui devait avoir lieu à Paris le 27 juin n'a pas eu lieu, réduite à une rencontre d'un après-midi entre experts et représentants de différentes agences de l'ONU.

DEPUIS 2014, une - nouvelle - guerre perdue au [Yémen](#). Un pays situé au sud de la péninsule arabique, d'une superficie de 528 000km², peuplé de 28,3 millions d'habitants [1]. Les partisans du président yéménite Abd-Rabbou Mansour Hadi, élu en février 2012 mais exilé en Arabie saoudite, s'opposent aux Houthis. Ces rebelles chiites qui, au début des années 2010, s'étaient majoritairement ralliés aux partisans de l'ancien président Saleh, avant de l'assassiner en 2017.

Considérant que [les Houthis](#) sont soutenus directement par l'Iran, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis ont lancé, le 25 mars 2015, l'Opération *Decivise Storm* (*Al-Hazm Asfirat*). Relevant d'une coalition sunnite, appuyée par les Etats-Unis, cette vaste opération interarmées soutient les forces loyalistes du président Hadi et s'applique à rétablir un Etat de droit dans le pays. Mais les Européens pourraient, eux aussi, agir de manière plus incisive afin de mettre un terme à cette guerre qui ruine toujours plus un pays déjà fragilisé par des décennies de troubles.

Les motivations sécuritaires des Emirats Arabes Unis

Sur le terrain, les Emirats arabes unis jouent un rôle prépondérant. Et les dirigeants émiratis sont motivés par la volonté d'agir de manière significative sur plusieurs fronts. D'abord, pour Abou Dhabi, il est impératif de rétablir une situation politique, économique et sociale stable au Yémen. Ensuite, il apparaît stratégique de contenir les velléités houthistes dont le jeu de déstabilisation, dans cette extrémité péninsulaire, devient désastreux. Cela suscite, en effet, des appréhensions régionalement partagées quant au risque de consolidation d'un pôle d'influence chiite, acquis à la géopolitique de [l'Iran](#). Enfin, il s'agit de contribuer à l'attrition de la menace jihadiste, prise avec le plus grand sérieux.

Entre opérations de combat...

Alors que la coalition arabe poursuit ces opérations depuis plus de trois ans, le processus semble avoir franchi une étape déterminante le 13 juin 2018, avec le début de la bataille d'Hodeida, port stratégique de près de 400 000 habitants (outre 200 000 habitants dans ses environs), situé à 230 km de Sanaa. **Hodeida, portée d'entrée de 80% des importations énergétiques et alimentaires du pays**, était aux mains de la rébellion houthis depuis 2014.

La bataille s'est traduite, le 19 juin 2018, par la reconquête de l'aéroport d'Hodeida, situé à 8 km de la ville elle-même, au terme d'une opération de 7 jours des forces terrestres yéménites et émiraties combinées, appuyées par des raids de l'aviation saoudienne. Les stratèges des

forces émiraties, au sein de la coalition sunnite, ont incontestablement réussi la phase initiale de l'offensive en parvenant ainsi jusqu'aux faubourgs sud et ouest de la ville, via une progression éclair des unités de combat le long du littoral.

On peut se souhaiter, dans l'immédiat, que la bataille d'Hodeida - qui a fait certes, près de 350 morts à ce stade, principalement des miliciens houthis - ne bascule pas dans le cas de figure de longues et fastidieuses batailles urbaines, étalées sur plusieurs mois, avec des conséquences humaines et matérielles désastreuses. Citons, à cet effet, les batailles de Falloujah (en 2004 mais aussi en 2013 et 2016), ou encore la bataille de Mossoul, d'octobre 2016 à juillet 2017.

Conjointement aux opérations, l'émissaire de l'ONU pour le Yémen, Martin Griffiths, poursuivait, ces derniers jours, ses rencontres avec les divers protagonistes pour tenter de trouver une option salubre, afin d'empêcher toute aggravation des affrontements. Les Emirats arabes unis n'ont pas manqué de soutenir officiellement cette entreprise par la voix de leur ministre d'Etat aux Affaires étrangères, Anwar Gargash. Ce dernier, le 23 juin 2018, précisait que les actions militaires de la coalition étaient menées « [...] *avec retenue et responsabilité. La milice des Houthis qui tient en otages l'aide humanitaire et la population, doit se retirer sans condition du port et de la ville [...] La coalition atteindra son objectif qui consiste à libérer la ville et le port. [...] Les informations sur la présence de snipers et du stockage d'armes dans des quartiers de Hodeida sont un argument supplémentaire pour demander un retrait inconditionnel des rebelles. Les civils ne doivent pas être utilisés comme boucliers humains*

...tentatives de compromis et préoccupation de la situation sanitaire

En préalable aux opérations de combat, les autorités émiraties, en corrélation avec les représentants de l'ONU, n'avaient pourtant pas renoncé aux solutions de conciliation. Ainsi, avaient-ils entamé des discussions - restées vaines - avec les Houthis afin qu'ils acceptent d'infléchir leur position en laissant le port d'Hodeidah en libre d'accès. Devant leur refus jusqu'au-boutiste, les opérations de coercition ont alors repris. De par leurs conquêtes de la zone urbaine, les troupes coalisées sont parvenues à rompre les liens logistiques des paramilitaires houthis entre Hodeida et leur pôle névralgique de Sanaa.

Quant à [la France](#), son rôle, à la demande des Emirats arabes unis, pourrait se traduire par des missions de déminage particulièrement précieuses pour la réouverture du port aux activités économiques au long cours. Les Houthis, adeptes de la guérilla urbaine, ont en effet largement miné le port comme la ville. En l'occurrence, pour les forces de la coalition et les partenaires européens potentiels, il s'agit de briser le déni d'accès à une ville dont la reprise en main peut être salvatrice pour les populations. [La France](#) a fermé son ambassade au Yémen depuis le 13 février 2015, mais l'ambassadeur Christian Testot officie depuis Riyad et reste actif en matière de négociations auprès des chefs rebelles houthis.

Nul n'a intérêt, en effet, à une brutale dégradation de la situation mettant les unités de la coalition aux prises avec des paramilitaires, mobiles, usant des tireurs isolés, d'une tactique de piégeage des voies et des habitations, au risque d'un enlèvement pour une reconquête de la

ville qui deviendrait, dès lors, fastidieuse et inévitablement plus meurtrière. Et l'incontournable gestion des flots de civils cherchant à quitter les lieux ne ferait qu'aggraver la situation. L'exode épisodique des populations en détresse a déjà été observé dans le secteur d'Hodeida, ces dernières semaines.

Les Emirats arabes unis souhaitent donc que cette victoire, qui serait un indubitable succès tactique, s'amplifie et permette l'arrivée massive d'une aide humanitaire devenue urgente. L'accessibilité du port d'Hodeida est donc capital, comme ceux, complémentaires, des ports de Ras Isa et Salif, situés plus au nord. Plus de 22 millions d'habitants connaissent une situation de détresse sanitaire et s'en remettent à une aide extérieure d'urgence.

Le poids du [jihadisme](#) et des dogmes sclérosants

En marge de cet affrontement principal, d'autres acteurs viennent compliquer la donne : les tribus sécessionnistes du sud du pays, d'une part, les organisations islamiques - AQPA (Al Qaïda dans la péninsule arabique) et l'Etat islamique ou Daech - d'autre part. Depuis 2014, l'EI a en effet profité de la guerre civile pour implanter sa propre structure au Yémen, sous la conduite du Saoudien Bilal al-Harbi, afin d'y étendre sa politique mortifère. AQPA et Daech, proto-Etats concurrents en dépit de motivations jihadistes similaires, se livrent depuis leur propre guerre d'influence régionale, notamment dans la province du Hadramaout, tout en démontrant de réelles capacités de nuisance, par le biais d'attaques ciblées. C'est en mars 2015 que Daech commet ses premiers attentats au Yémen en prenant pour cible deux mosquées de la capitale Sanaa.

Cette récurrence de la [menace islamique](#), à l'évidence, doit constituer une raison supplémentaire pour favoriser une synergie internationale en vue de son éradication. [L'Union européenne](#) pourrait s'impliquer de manière significative, dans cette zone, alors qu'elle peine toujours autant à forger [une ligne de politique étrangère solide](#).

Si l'on souhaite une réelle décrispation dogmatique dans la région, une nouvelle approche des relations israélo-iraniennes en est la clé initiale. En effet, les dirigeants israéliens doivent reconsidérer le réflexe de s'arc-bouter sur le prisme sécuritaire ; réflexe certes compréhensible mais contre-productif sur le champ international, à moyen et long terme. Tant parce qu'il est instrumentalisé par ses détracteurs que parce qu'il fagocite lui-même toute possibilité de compromis.

En fustigeant sans cesse le [régime iranien](#), qui le leur rend bien, Téhéran et Tel Aviv ont pourtant toutes les capacités pour remettre à plat une politique régionale, aujourd'hui dans l'impasse. En favorisant une ère nouvelle de dialogue, les deux pays peuvent amorcer une désescalade qui pourrait avoir une portée utile jusque dans la crise yéménite. Quoique d'intensités variables, les liens entre l'Iran et le Hamas (Bande de Gaza), le Hezbollah (Liban) et les Houthis, pourraient en sortir transformés.

[Les Emirats Arabes Unis](#), par voie de conséquence, pourraient dès lors se concentrer sur la lutte contre le jihadisme qui gangrène nombre de territoires, jusqu'aux confins libyens. Ils ont montré, à cet égard et à maintes reprises, une réelle et salutaire efficacité d'intervention, comme en témoignent, par exemple, leurs opérations aériennes menées depuis le territoire

égyptien, en août 2014, contre des positions de groupes djihadistes, en particulier un dépôt de munitions, des véhicules et des lance-roquettes.

Dans le dossier yéménite, l'Organisation des Nations unies (ONU) souhaite, en tout cas, la reprise des négociations de paix au mois de juillet 2018 et une avancée conséquente vers la fin d'une crise qui a déjà causé la mort de plus de 10 000 morts dont près de 6 000 civils.

Copyright Juin 2018-Le Pautremat/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en Histoire contemporaine et Relations internationales. Président de la société Actiongeos

Notes

[1] Source : Population et Avenir, n°735, décembre 2017, p. 21.